

L'Europe devant l'unité

Tandis que sur le front de la guerre froide les escarmouches suivent leur cours désormais habituel, c'est l'Union européenne qui fait parler d'elle. L'Ultimatum Hoffman, l'arrivée précipitée de Sir Stafford Cripps à Paris, soulèvent des questions de première importance. C'est toute la politique économique européenne qui vient en cause.

L'Ultimatum d'Hoffman.

Pour que l'aide américaine soit maintenue, pour que les pays européens puissent s'en passer en 1952, les Etats-Unis sont décidés à obliger les bénéficiaires à constituer une union économique dans les délais impartis.

Dans son message à l'O.E.C.E. M. Hoffman a parlé au nom du Congrès américain disposé à ne voter des crédits que contre réalisations. Mis au pied du mur les Européens doivent sans retard proposer des mesures concrètes. Dans le cas où ils n'arriveraient pas à s'entendre les sanctions sont prévues; il sera difficile de faire voter par le Congrès la prochaine annuité: pour celle de 49-50 déjà le premier semestre seul est acquis et le second versement peut être révisé. Enfin la répartition ne sera pas faite selon les pourcentages antérieurs mais en fonction des progrès accomplis par chaque pays en particulier dans son relèvement économique.

L'embaras de l'Angleterre.

Sir Stafford Cripps a senti le danger et a proposé d'emblée que 50 pour cent des importations des pays membres de l'O.E.C.E. soient libérées de tout contingentement. Geste destiné à marquer la volonté anglaise de n'être pas écartée des accords intra-européens et sans doute aussi à mettre dans l'embaras les autres partenaires.

Jusqu'ici le gouvernement travailliste avait boudé les projets d'union européenne. Il comptait sur les difficultés qu'ils soulèvent pour s'abstenir d'y prendre part. Mais depuis peu on sentait à Londres que les Etats Unis étaient décidés à aboutir avec ou sans l'Angleterre.

Nous avons émis l'hypothèse que les Américains auraient volontiers laissé l'Angleterre à l'écart, si elle-même préférait son indépendance. Mais les Anglais ont compris que dans ce cas, éliminés du continent, ils risquaient si leur situation financière devenait critique et que le bloc sterling éclatât, de voir les Iles britanniques coupées de tous côtés, abandonnées à leurs propres ressources, n'avoir plus d'issue que de devenir le 49^{me} état des Etats-Unis. Danger que Churchill voit venir depuis longtemps.

Deux hypothèses se présentent: ou bien l'Angleterre vient à Paris avec l'intention de s'intégrer plus ou moins au bloc ou plutôt aux blocs que les Etats-Unis cherchent à constituer sur le continent, ou bien elle ne vise qu'à rendre impossible tout projet de ce genre. La première impression prévalait ces jours-ci, mais depuis le discours de Cripps à Paris on est plutôt enclin à la seconde: Rendre le conflit d'intérêt entre Européens si compliqué qu'on n'en puisse sortir. Cela serait conforme à la politique traditionnelle de l'Angleterre.

Le gouvernement travailliste d'ailleurs a toujours été en politique extérieure beaucoup plus traditionneliste et insulaire que les conservateurs.

Une partie très serrée va se jouer: les Américains décidés à aboutir coûte que coûte et préférant secrètement que l'intégration européenne se fasse sans les anglais et les Anglais cherchant à maintenir la division européenne (qui a toujours été leur but), sans se désintéresser des projets d'union, s'efforçant au contraire de proposer des mesures si hardies et si radicales que ce soient les européens eux-mêmes qui portent la responsabilité de l'échec.

Les intentions américaines.

Les Américains sont assez bien informés pour se rendre compte de la difficulté pratique de leur projet, veulent-ils vraiment le faire aboutir au risque de provoquer une rupture d'équilibre dans la structure économique des principaux pays intéressés et envisager ainsi un échec du plan Marshall, ou veulent-ils simplement par la menace obtenir quelques résultats partiels qui engagent simplement l'Europe dans la voie d'une unification future?

C'est cette dernière hypothèse qui paraît vraisemblable, car, ni économiquement, ni moralement, les pays de l'O.E.C.E. ne sont mûrs pour une unification. Ce serait déjà très beau si l'on arrivait à amorcer une première étape: convertibilité de certaines monnaies, libéralisation d'un nombre important d'échanges. Au-delà ce serait forcer la cadence et peut-être échouer. Quoiqu'il en soit la première session de l'O.E.C.E. au château de la Muette a été plutôt houleuse: les délégués plus ou moins effrayés de sauter le pas en prenant des engagements commerciaux dont ils ne voyaient pas bien les conséquences.

Il ne faudrait pas que la Marshallisation comme disent les Soviétiques, aboutisse au chômage ou à l'invasion inopinée de marchandises étrangères; dans des pays comme la France où la structure des prix est encore instable une telle éventualité aurait des conséquences politiques graves. La France en effet est dans une situation paradoxale. Le coût de la vie est sensiblement moins élevé au cours du change que dans les pays limitrophes: Angleterre, Belgique, Suisse, Italie. Par contre, ses produits industriels sont souvent aussi chers, sinon plus que ceux des voisins. On devine ce qui arriverait si, du jour au lendemain, on lâchait les écluses douanières.

D'autre part, l'Europe est aussi jalousement nationaliste qu'avant 39. L'Allemagne occidentale qui siège maintenant à l'O.E.C.E. est un partenaire dont on se méfie. Son potentiel industriel croît très vite et ressort à bas prix. On craint qu'elle ne prenne bien vite la direction du mouvement européen; les niveaux de vie et la structure des prix dans les pays d'Europe sont très différents, on comprend aisément que mis en présence d'une décision que l'intervention de l'Angleterre rend encore plus incertaine les ministres responsables demandent à réfléchir.